



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ  
portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Boisement de terres agricoles  
sur la commune de MIRÉ (49)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2021/SGAR/DREAL/30 du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-5206 relative à un projet de boisement de terres agricoles sur la commune de MIRÉ, déposée par M. Bernard de Moulins et considérée complète le 8 mars 2021 ;

Considérant que le projet consiste en la plantation d'un boisement de feuillus (chêne sessile, merisier, alisier torminal, charme) en vue de la production de bois d'œuvre, à environ 1,5 km au nord du bourg de Miré et partiellement en bordure de la route départementale 329 ; que le projet est réparti sur quatre parcelles attenantes, précédemment utilisées pour le pâturage et la culture, totalisant une superficie 8,23 ha, dans la continuité de parcelles boisées ;

Considérant que le projet est situé en zone agricole A, du plan local d'urbanisme (PLU) de Miré, approuvé le 25 mai 2018 ; que le secteur n'est grevé par aucune servitude d'utilité publique ;

Considérant que ce secteur n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire environnemental ou de protection de type zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ou Natura 2000, ni périmètre de protection de captage et bassin versant de baignade ;

Considérant que le projet conservera les haies et talus boisés existants ; que la partie sud du périmètre est distante d'une cinquantaine de mètres du ruisseau de la Brosse et tangente d'une zone humide reportée au plan de zonage, issue de la pré-localisation DREAL ; que des mesures d'évitement et de réduction sont attendues concernant la préservation du ruisseau de

la Brosse et dans l'hypothèse où la présence de la zone humide à proximité s'avérerait confirmée ;

Considérant que ces nouvelles parcelles boisées seront soumises à un document de gestion durable (code des bonnes pratiques sylvicoles) et à la certification forestière PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) ;

Considérant que le demandeur est invité :

- à respecter l'arrêté régional concernant les matériels forestiers de reproduction, arrêté dit MFR n°2020/DRAFF/67, définissant la liste des essences, les provenances, les normes dimensionnelles ainsi que les densités minimales à l'hectare pour les boisements et les reboisements en Pays de la Loire ;

- à suivre les préconisations du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) ;

Considérant les objectifs de mobilisation et de valorisation énergétiques du schéma régional biomasse des Pays de la Loire arrêté par le préfet de région le 14 décembre 2020, après avoir été approuvé par la session du conseil régional le 16 octobre 2020 ; en particulier son orientation n°1 relative à la promotion de la gestion durable et de la qualité de la ressource régionale de biomasse ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles sur la commune de MIRÉ, est dispensé d'étude d'impact.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3 :**

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bernard de Moulins et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire  
et par délégation,  
pour la directrice régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement,

## Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)